

Questions orales

M. Whelan: Ils sont étroitement reliés . . .

M. Hees: Et ainsi de suite.

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas à écouter davantage M. John Turner plus que je ne le faisais auparavant.

Des voix: Oh, oh!

M. Whelan: Pour ce qui est du programme de lutte contre l'inflation du gouvernement, si les députés réfléchissent à ce qu'est un comité de commercialisation, ils constateront que ses objectifs sont probablement beaucoup plus proches du présent programme que de toute autre entreprise.

● (1420)

M. Benjamin: Monsieur l'Orateur, j'adresserai ma dernière question supplémentaire au premier ministre. Je remercie beaucoup le ministre de l'Agriculture de ses renseignements sur les offices de commercialisation. Hier, monsieur Pepin a déclaré que M^{me} Plumptre et lui-même étaient «deux fous distingués». Je me demande si le premier ministre pourrait nous dire, après la scène ridicule d'hier, quelles raisons M. Pepin pouvait avoir d'utiliser le mot «distingués».

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

[Français]

LES AÉROPORTS

ON DEMANDE DES DÉTAILS SUR LES RÈGLEMENTS RELATIFS À CERTAINES PERSONNES EXPROPRIÉES

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Étant donné que 135 anciens propriétaires de terres, terrains, maisons ou autres biens semblables n'ont pas encore bénéficié d'un règlement définitif, dans le cadre des expropriations qui ont été nécessaires pour la réalisation du projet Mirabel, le ministre peut-il dire à la Chambre si les offres qu'on leur a faites seront augmentées de 10 p. 100, tel que promis, afin de couvrir la hausse des valeurs immobilières qui s'est produite depuis? De plus, le ministre peut-il dire si ces personnes recevront \$3,000 de surplus afin de compenser pour leurs frais de déménagement et pour les inconvénients subis à la suite de leur déplacement?

[Traduction]

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je suis tout disposé à examiner l'échéancier des divers projets de règlement dans le cas des expropriations de Mirabel et à en discuter les détails avec le député.

[Français]

M. Beaudoin: Je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre des Finances.

Peut-il dire à la Chambre si le gouvernement est disposé à considérer la possibilité de donner à tous les expropriés de Mirabel une augmentation de 50 p. 100 sur l'offre initiale, tout comme il s'est engagé à le faire pour les expropriés du parc Forillon?

[M. Whelan.]

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE CONTRAT ADJUGÉ À ROY McLAREN ET LE PROGRAMME DE RESTRICTIONS

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Je remarque qu'il n'est pas encore rendu à son siège. Je pourrais peut-être l'adresser à son secrétaire parlementaire. Étant donné l'appel national à la modération lancé lundi soir par le premier ministre et la résolution du gouvernement, exprimée dans le Livre blanc, de réduire les dépenses d'experts-conseils, le ministre donnera-t-il suite à ces engagements dans son propre ministère en annulant l'abominable contrat adjudgé à un certain Roy McLaren de Toronto?

Une voix: Le voici.

M. Kempling: Je répéterai ma question au ministre. Étant donné l'appel national à la modération lancé lundi soir par le premier ministre et la résolution du gouvernement, exprimée dans le Livre blanc, de réduire les dépenses d'experts-conseils, le ministre donnera-t-il suite à ces engagements en annulant l'abominable contrat accordé à un certain Roy McLaren de Toronto?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, que le député me pardonne d'avoir manqué le début de sa question. Je ne sais trop si le contrat est atroce. En fait, je ne l'ai pas vu. Je m'entretiens toutefois cet après-midi avec mon sous-ministre au sujet de cette affaire et d'autres questions connexes. Je pourrai peut-être donner plus de détails plus tard. Autant que je sache, il n'y a pas de contrat.

M. Kempling: Une question supplémentaire. On nous a donné à entendre que le contrat a été imposé au ministère par MM. Pitfield et Davey. Le ministre reconnaît-il qu'un contrat qui prévoit le versement d'un salaire de \$50,000 par an et des dépenses exemptes de tout contrôle de \$40,000, ne concorde pas avec l'appel à la modération et l'engagement du gouvernement de réduire ses dépenses?

M. Jamieson: Sans doute le député conviendra-t-il que lui et moi sommes les deux personnes à la Chambre les moins susceptibles de prendre des vessies pour des lanternes. Tout cela dépend à mon avis de la valeur que nous attachons aux services de l'intéressé.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LE BILL RELATIF AUX ARMES À FEU—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Justice; je le félicite de sa nomination et je félicite également le gouvernement; je suis parfaitement d'accord avec le premier ministre qui a dit avec éloquence que le ministre apportera une bouffée de fraîcheur et de vigueur à ce portefeuille.